

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
**MINISTERE DES FINANCES**

**EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT 2<sup>ème</sup> RECTIFICATION DE LA  
LOI N° 2016-43 DU 06 DECEMBRE 2016, PORTANT LOI DE FINANCES POUR  
L'ANNEE BUDGETAIRE 2017**

**I. Contexte**

Le budget général de l'État, au titre de l'année 2017, consacré par la loi n° 2016-43 du 06 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2017, a été arrêté initialement en recettes et en dépenses à un montant de 1.809,49 milliards.

Ce budget, qui tient compte des orientations de la politique du Gouvernement déclinée à travers la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, elle-même bâtie sur le Programme de Renaissance du Président de la République, était basé sur les hypothèses ci-après :

- la consolidation de la paix et de la stabilité sociopolitique ;
- la poursuite des grands travaux et l'exécution de nouveaux investissements, notamment les infrastructures routières et ferroviaires ; les projets énergétiques ; les investissements au titre de l'initiative 3N (accroissement des périmètres irrigués, mini-barrages, aménagements hydro agricoles, ouvrages hydrauliques, accroissement du cheptel) ; les programmes de rénovation des principales villes du pays etc. ;
- la mise en œuvre du nouveau Programme Economique et Financier avec le FMI et la poursuite de la mise en œuvre des réformes des finances publiques et du secteur financier ;
- la mise en œuvre des mesures d'accroissement des ressources ;
- l'observation d'un endettement public prudent.

La loi de finances initiale a connu une première rectification, motivée par la nécessité d'adopter et de mettre en œuvre certaines mesures fiscales pour améliorer la mobilisation des ressources internes ; alléger la fiscalité du secteur des télécommunications ; prendre en compte des nouveaux appuis des partenaires au développement et adapter les dépenses au niveau des ressources prévisibles. Cette première rectification a porté le montant du budget de 1.809,49 milliards à 1.855,36 milliards, soit une hausse de 2,43%.

Récemment, le Gouvernement a obtenu d'importantes ressources, sous forme d'appuis budgétaires provenant des partenaires techniques et financiers. Par ailleurs, le niveau de transfert des ressources de l'ARTP vers le budget général a été rehaussé à travers la signature d'un avenant à la convention initiale. Toutefois, au regard du stade de discussions, le processus d'attribution des licences de téléphonie ne pourrait aboutir d'ici la fin de l'exercice 2017.